

Des voix: Bravo!

● (2320)

[Français]

L'hon. Pierre Bussières (ministre d'État (Finances)): Monsieur le président, je désire d'abord exprimer ma surprise devant les propos mesquins qui ont été tenus par le chef de l'opposition (M. Clark). Je n'aurais peut-être pas à m'en surprendre puisque ses propos, s'ils étaient mesquins, étaient à la mesure de celui qui est actuellement chef de l'opposition officielle. Je suis surpris également, monsieur le président, de voir comment des éléments conjoncturels ou circonstanciels amènent certaines personnes, de pure raison politique, à tendre à créer un climat de panique et à tirer sur des ficelles comme si on pouvait de *Deus ex machina* apporter relativement aux problèmes de notre société d'inflation, de chômage, de taux d'intérêt en tirant sur ces ficelles, des solutions immédiates, magiques. Je vois immédiatement le député de Broadview-Greenwood (M. Rae) qui me fera le reproche de dire qu'il a lui-même affirmé qu'il ne croyait pas aux solutions miracles et immédiates, mais plutôt aux solutions à moyen et à long terme.

Je pense que dans la conjoncture qui préoccupe le gouvernement, en mettant à part les éléments purement circonstanciels qui sont du court terme, qui sont du temporaire, qui sont reliés surtout à des événements ou à des phénomènes économiques qui se passent au Sud et que nous subissons à cause de l'interrelation ou de l'intégration de notre économie à la grande économie nord-américaine. Mis à part ces événements purement circonstanciels, il faut établir, il faut penser en terme de solutions à nos problèmes, à une politique du bon sens, et je crois que c'est cette politique du bon sens qu'a exprimée ce soir le ministre des Finances (M. MacEachen) en réaffirmant les grandes lignes de son exposé budgétaire.

Il faut absolument éviter de tomber dans le piège de l'immédiat, et tomber dans le piège de l'immédiat, c'est soumettre soit à droite, soit à gauche des solutions extrémistes. Croire que les problèmes des taux d'intérêts pourraient se régler, comme le proposait le chef du Nouveau parti démocratique (M. Broadbent), en fixant un taux «raisonnable», à définir, sans penser immédiatement aux conséquences que fixer un tel taux de façon artificielle pourrait avoir sur notre dollar et sachant que les conséquences possibles sur le dollar pourraient entraîner des effets sûrement aussi néfastes auprès de la petite entreprise, auprès des cultivateurs, auprès de celui qui veut se construire une maison, effets aussi néfastes comme ceux des taux d'intérêt que nous connaissons, qui sont à la mesure des pressions que connaît l'économie canadienne puisqu'ils sont fixés à l'occasion de la vente aux enchères des bons du trésor par la Banque du Canada chaque jeudi, solutions extrémistes également qui consisteraient, par exemple, à dire: Eh bien, pourquoi ne pas adopter une politique de douche froide? Laisser de côté le gradualisme économique qui est pratiqué par la Banque du Canada et restreindre de façon draconienne la fourchette M1, épauler cette politique de restriction de la masse monétaire par une hausse importante et majeure des impôts et des taxes afin de réduire de façon significative les pressions sur la demande, que ce soit la demande de biens, que ce soit la demande d'argent, et ainsi créer un vide qui, fort probablement, amènerait des contre-pressions ou une dépression et une baisse des taux d'inflation, ce n'est pas là la solution.

La situation économique

Le député qui vient de parler a mentionné une sérieuse récession et j'imagine qu'en parlant de sérieuse récession, du même coup, il élimine la politique de douche froide qui consisterait à prendre des mesures draconiennes à l'égard de la fourchette M1, en restreignant la marche monétaire, ou en haussant de façon importante et significative les impôts et les taxes. C'est donc là une solution qu'il faut laisser de côté. Pour aller dans l'autre extrême, on a parlé tantôt de fixer un taux d'intérêt possible. On a vu les conséquences que cela pourrait avoir sur la devise, conséquences aussi néfastes sur le petit entrepreneur et le fermier que sur celui qui veut se construire une maison aux taux d'intérêt qu'on connaît.

On pourrait dire que le gouvernement devrait entreprendre la mise en place d'un programme qui viserait à pallier les difficultés que rencontrent certains groupes de la société, à cause du taux d'intérêt élevé, du taux de chômage élevé, du manque possible de revenu ou d'argent disponible, de certains groupes dans la société, ce qui impliquerait probablement un programme de subvention aux taux d'intérêt pour ceux qui ont des inventaires à supporter, ce qui impliquerait qu'on pourrait avoir un vaste programme d'emplois communautaires ou de travaux particuliers pour essayer d'éponger un chômage criant dans certaines régions, et ce qui entraînerait comme conséquence le gonflement d'un déficit qu'on trouve déjà difficile à supporter.

Il existe donc une autre solution extrémiste, savoir amener un paquet de mesures purement temporaires qui augmenteraient le déficit et qui ne régleraient à moyen et à court termes absolument rien, puisqu'on ne ferait que créer encore plus de pressions sur l'inflation et qu'on ne réglerait pas le problème du chômage structurel. On engagerait temporairement, épisodiquement, régionalement, localement, un certain nombre d'individus, mais le jour où le programme disparaîtrait, on n'aurait rien changé aux difficultés structurelles de notre entreprise ni à la nécessité d'augmenter le taux de productivité de nos entreprises partout au Canada et on serait Gros-Jean comme devant.

Ce qu'il nous faut, ce sont des politiques de bon sens et qui portent, c'est-à-dire qui sont à moyen et à long termes. L'ennemi qui nous confronte, ce ne sont pas les taux d'intérêt qu'on connaît. L'ennemi qui nous confronte, c'est l'inflation persistante qui colle à la santé générale de l'économie canadienne. Dans son discours sur le budget, le ministre des Finances a indiqué clairement que la politique exprimée par la Banque du Canada sur le gradualisme économique qui est une politique de bon sens, qui est contraire à la politique de la douche froide dont je parlais tantôt, était solidement appuyée par le gouvernement.

Le ministre des Finances a évité de tomber dans le piège qui consiste à vouloir hausser les impôts de façon draconienne afin de réduire les pressions inflationnistes en maintenant, en compliquant, en rendant plus vicieuses les tendances à la récession auxquelles le député s'est référé tantôt. Il a évité cette difficulté. Il est bien évident qu'il aurait pu augmenter le déficit comme le demandent les députés d'en face, malgré l'argument hypocrite qui les amène à dire que le déficit actuel est insupportable. Le gouvernement a plutôt choisi la voie du bon sens qui consiste à accepter un niveau de déficit difficile tout en établissant un programme de réduction des dépenses gouverne-